



MAGNY-LES-HAMEAUX

COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX

.....

DECISION n° 2024-010

Le Maire de la commune de Magny les Hameaux,

VU l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales autorisant le Maire à recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil Municipal ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2021 autorisant Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la passation et à l'exécution du marché de travaux de restructuration du gymnase Auguste Delaune (y compris les avenants), après avis de la Commission ad'hoc,

CONSIDERANT que la ville de Magny-les-Hameaux a lancé une consultation (Marché 2021-005-BAT) afin de réaliser des travaux de restructuration du gymnase Auguste Delaune.

CONSIDERANT que pour le lot 11 Sols et équipements sportifs, le marché de travaux a été conclu avec ST Groupe - SAS ST TS sis 40 rue du Commerce à CORMONTREUIL (51350) pour un montant de 165 531,85 € TTC.

CONSIDERANT que dans le cadre de ce marché, et notamment du lot n° 11 Sols et équipements sportifs, il est nécessaire de conclure un avenant afin de prendre en compte une hausse significative des matériaux (depuis la conclusion du marché), et de renoncer à l'application de la formule de révisions qui ne suit pas cette hausse tarifaire,

VU l'avis de la commission ad'hoc réunie le 5 mars 2024,

DECIDE

- **Article 1 : D'APPROUVER ET DE SIGNER** l'avenant n°1 avec ST Groupe - SAS ST TS sis 40 rue du Commerce à CORMONTREUIL (51350), relatif à des travaux supplémentaires, pour un montant de 67 473,96 € HT soit 80 968,75 € TTC.
- **Article 2 :** La présente décision sera inscrite dans le registre des délibérations du Conseil Municipal et fera l'objet d'une communication sous forme d'un relevé de décisions diffusé au Conseil.

Pour extrait conforme par le Maire qui transmet à Madame la Sous-préfète de Rambouillet conformément à l'article de la loi du 2 Mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Magny les Hameaux, le 6 mars 2024

Mise en ligne le sur le site internet de la ville :

07 MARS 2024

Certifiée exécutoire le : **07 MARS 2024**

Pour le Maire empêché,
La 1^{ère} Maire-adjointe déléguée,

Frédérique DULAC

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative).